



C.I.A.L.

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE
U.E.R. D'ÉCONOMIE POLITIQUE

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5 FF.



AGENCE LATINO-AMÉRICAINNE D'INFORMATION
1274 STE CATHERINE O 403 TEL (514) 561 0750
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

Bul. N° 4

28 février 1979

ANNEE 1

LA BANQUE INTER-AMÉRICAINNE DU DÉVELOPPEMENT

(B.I.D.) ET L'ÉCONOMIE LATINO-AMÉRICAINNE

L'annonce de l'accroissement des ressources de la Banque Latino-américaine de Développement, s'élevant à une somme de 30.000 millions de dollars, et l'analyse par les hauts responsables du B.I.D., de l'économie latino-américaine, ont marqué le traditionnel bilan économique de fin d'année de la région. En annonçant la modification du capital, le Président du B.I.D., Antonio Ortiz Mena, signala que le capital ordinaire augmentera de 8.000 millions de dollars et que les Fonds destinés aux Opérations Spéciales seront accrus de 1.750 millions de dollars, totalisant une augmentation de 9.750 millions de dollars apportés par les pays membres. Ortiz Mena ajoute que la hausse du capital ne modifiera pas le pouvoir de décision à l'intérieur du B.I.D., puisque l'Amérique-Latine conservera 53,8% des suffrages, les Etats Unis 34,6% et les pays extra-continentaux, 11,6% (1).

L'effet de ces gonflements de capital sur le développement économique de l'Amérique-Latine doit être analysé à la lumière de l'importance du financement produit par la Banque, et de jeu entre les recommandations et les objectifs proposés par l'institution et la réalité économique des pays membres.

L'ÉCONOMIE LATINO-AMÉRICAINNE

Le 17 novembre dernier, (2) s'adressant à la Community World Affairs, dans le Milwaukee (Wisconsin), le Président du B.I.D. signala que le progrès de l'Amérique-Latine était reflété par un taux de croissance de 7,2%, atteint dans les débuts de la décade de 70 : presque le double de taux atteint dans d'autres régions de développement comparable. Cela se traduit entre 1960 et 1973 par la duplication du produit interne brut de la région. Selon Ortiz Mena, la crise du pétrole ainsi que la chute de l'économie mondiale provoquèrent, à partir de 1974, un endettement externe croissant, particulièrement en euro-dollars, et une poussée inflationniste.

Se référant aux perspectives de la région, Ortiz Mena indica que si le taux de croissance actuel, de 4,8%, pouvait être élevé

d'un tiers et se maintenir, «on obtiendrait un progrès économique continu avec une distribution plus équitable de ses produits».

Au cours de son intervention, le Président du B.I.D. mis en relief la tendance ascendante du commerce entre l'Amérique-Latine et les Etats Unis, qui atteignit en 1977 environ 38.000 millions de dollars, et soutint qu'«au terme de la présente génération, l'Amérique Latine pourra devenir le plus grand marché de la classe moyenne pour les produits destinés aux Etats Unis». Quant aux sources de financement, Ortiz Mena signala que «l'accès de l'Amérique-Latine au financement externe public et privé, sera d'une importance particulière», et que la région continuait à avoir besoin de crédits extérieurs à longues échéances et d'investissements étrangers pour assurer de hauts taux de croissance.

LE ROLE DU B.I.D.

Selon le Vice-Président du B.I.D., Reuben Sternfeld (3), cet organisme joue un rôle important dans l'aide apportée à l'Amérique-Latine pour atteindre ses objectifs de développement et amplifier le cadre de ses relations économiques avec les sociétés de l'Hémisphère Nord. «Notre rôle dans ce cas - dit Sternfeld - sera d'essayer de maintenir notre taux de dépenses, qui cette année doit représenter environ 10% du total du financement extérieur de la région, afin de favoriser l'augmentation des exportations et la production de substitution des importations...»

D'après Sternfeld, un des objectifs essentiels pour l'Amérique-Latine, serait d'atteindre un taux de croissance semblable à celui des débuts de la décade de 70(7,2%), ce pour quoi il pose quatre conditions : augmenter l'investissement et l'épargne internes, un transfert technologique plus effectif, un plus grand accès aux marchés d'Europe Occidentale, du Japon et des Etats Unis, et une augmentation du flux des capitaux externes, spécialement à longue échéance.

40P 9801

Sternfeld ajoute que les ressources du B.I.D. seront canalisées pour 40 à 50% vers le développement rural et urbain, pour 20 à 25%, vers les projets correspondant au secteur extérieur et enfin pour 25% vers la production d'énergie.

LA REALITE

Les observations des responsables de la Banque Inter-américaine de Développement, prennent leur véritable sens lorsqu'elles se confrontent à la réalité de l'économie latino-américaine. La relation «*progrès économique - distribution équitable de ses produits*» semble remise en question par la chute croissante et persistante du salaire réel et par les taux élevés de chômage. Le besoin de «*crédits externes à longue échéance*» contraste avec la participation croissante de la Banque privée dans le financement externe de l'Amérique-Latine, avec des crédits à termes plus réduits et des intérêts plus élevés. En 1977, les banques Nord-américaines ont prêté à l'Amérique-Latine un total de 42.000 millions de dollars, chiffre qui représente 21% de tout le crédit externe privé des Etats Unis (4). Dans le cas du Chili, la Banque privée a prêté au pays un total de 858 millions de dollars, alors que les organismes du crédit internationaux ont avancé 122 millions de dollars. Les cinquante pour cent du cré-

dit externe privé accordés au gouvernement militaire chilien appartiennent à la banque Nord-américaine (5).

Le «*soutien à la production de substitution d'importations*» auquel se réfère le Vice-Président du B.I.D., semble en contradiction avec ce qui se passe dans certaines économies qui appliquent le principe de produire uniquement dans un cadre où le pays aura des avantages comparatifs (Chili, Uruguay, Argentine) ce qui s'est traduit par une récession dans les secteurs industriels produisant pour le marché interne, et par une ouverture vers les articles importés.

Finalement, les rapports analysés, ne font pas référence aux contradictions existant entre les propositions qu'ils formulent, les perspectives naissantes pour l'Amérique-Latine, et les formules économiques mises en pratique par d'autres organismes internationaux, tel le cas du Fond Monétaire International.

(1) Infopress Centroamericana, Guatemala, No. 323, 21 décembre 1978, p. 2

(2) Noticias del B.I.D., Washington, Volume 5, No. 10, décembre 1978, p. 3

(3) Ibid., p. 4

(4) Infopress Centroamericana, Guatemala, No. 321, 7 décembre 1978, p. 1

(5) «La banca privada norteamericana en el banquillo», Chile-América, Roma, No. 41-42, avril-mai 1978, p. 49



L'ORIENTATION DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER AU CHILI

Le montant et l'orientation des investissements étrangers au Chili confirment deux aspects essentiels du modèle économique mis en application par le régime militaire: en premier lieu, l'ouverture, presque sans limitations, au capital étranger, d'après les dispositions du Décret-Loi No. 600, daté du 13 juillet 1974 et de ses modifications (1), et deuxièmement, le rôle essentiel que jouera le Chili en tant qu'exportateur de minerais, principalement de cuivre, de lithium, de molybdène et de plomb.

Dans une récente analyse de la Banque de Développement, on indique que le Comité des investissements étrangers a approuvé, entre le 1er janvier 1974 et le 11 août 1978, un total de 319 projets d'investissement étranger pour une valeur totale de 2.494 millions de dollars. La CORFO ajoute: «*Le montant des investissements (étrangers) a enregistré une croissance constante, passant d'une quantité minimum en 1973 (année de coup militaire) à 51,4 % de tous les investissements approuvés pendant les huit premiers mois (de 1978)*» (2).

L'analyse de l'orientation des investissements étrangers permet de déterminer le rôle de l'économie chilienne sur la carte géo-économique de l'Amérique latine qui commence à se dessiner: du total de 2.494 millions de dollars, 2.233 millions (89,5 %) sont dirigés au secteur minier, 168 millions (6,7 %) à l'industrie et 64 millions aux services (2,7 %). Le reste est divisé entre Energie et Combustibles (0,5 %), Transport (0,4 %), Construction (0,1 %) et Agriculture (0,1 %).

Par ailleurs, l'origine des capitaux révèle la faible participation du capital européen et japonais: les Etats-Unis participent pour 69,9 % de l'investissement étranger, suivis du Canada avec 24 %, du Panama avec 2,3 % et de l'Allemagne fédérale, 1,9 %. Le solde est divisé entre 23 pays, parmi les-

quels figure le Japon, avec 0,1 %. Les projets pour le secteur minier n'impliquent pas nécessairement un investissement immédiat. Nombreux d'entre eux en sont à une étape de prospection et l'investissement massif dépend des résultats de ces travaux (3).

Les principaux investisseurs dans le secteur minier sont la Exxon Minerals International Inc. (des Etats-Unis) qui a acheté la mine de cuivre Disputada las Condes, le consortium formé par Falconbridge Nickel Mines, Superior Oil Company, Canadian Superior Oil et McIntyre Mines de Nevada, qui fera de l'exploration à Quebrada Blanca (pour le molybdène et le cuivre); il y a aussi la Noranda Mines (du Canada), qui effectuera des forages dans la région d'Andacollo (pour le cuivre), et la Foote Mineral Company de Pennsylvania, qui conjointement avec la CORFO étudiera les gisements de lithium du Salar de Atacama. Pour terminer, on peut signaler que dans les cas de travaux conjoints entre les entreprises transnationales et le gouvernement chilien, ce dernier reste dans une situation désavantageuse, alors que dans le meilleur des cas (Quebrada Blanca) sa participation n'est que de 49%.

(1) ALAI, No. 36, 1 décembre 1977, «*La politique des investissements étrangers au Chili*».

(2) Chile Economic News, Corporacion de Fomento de la Produccion, No. 94, janvier 1979, p. 4.

(3) Comité des Investissements étrangers, reproduit dans Chile Economic News, op. cit., pp. 5-6.

ALAI RENCONTRE LE C.N.U.S. DU GUATEMALA

21

ALAI a rencontré, lors de son passage au Canada, le dirigeant guatémaltèque Miguel Albizu. Nous croyons qu'il est important de revenir sur ses déclarations car elles rendent compte de l'aspect politique de la situation au Guatemala.

Concernant son point de vue sur les problèmes syndicaux, nous vous renvoyons au bulletin BIOSAL No. 3.

- Comment se caractériserait la situation qui prévaut actuellement au Guatemala ?

- En premier lieu, par une montée de la répression contre le peuple, ses organisations syndicales et étudiantes, paysannes, de citoyens, bref contre tous les groupes progressistes du pays qui osent élever la voix pour protester, et qui luttent pour l'acquisition de plus grandes libertés au peuple.

En second lieu, par une sérieuse dégradation de la situation économique des classes dépossédées qui, en plus de subir un gel des salaires, voient le prix des articles de première nécessité - riz, pain, sucre, maïs, etc. - grimper de façon vertigineuse. Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour pallier à la situation; au contraire, il tente par tous les moyens de désarticuler les organisations populaires et de favoriser les intérêts des secteurs dominants.

En troisième lieu, par la présence au sein du gouvernement d'un petit groupe qui utilise les mécanismes de l'état pour s'enrichir scandaleusement, tout en livrant les richesses naturelles du pays aux grandes transnationales dont ils sont les fidèles serviteurs.

En quatrième lieu, par le rapide enrichissement des haut-gradés des Forces Armées, qui, en plus de disposer du pouvoir des armes, ont commencé à s'appropriier les meilleures terres et deviennent grands éleveurs ou sociétaires des principales industries. On n'a pas créé la Banque des Forces Armées du Guatemala simplement pour s'amuser...

En cinquième lieu, enfin, on pourrait ajouter que la situation actuelle du pays se caractérise par un mécontentement généralisé de la population vis-à-vis des abus de pouvoir, du massacre parfois aveugle et parfois sélectif des éléments progressistes des organisations syndicales et populaires. Conséquence de ce mécontentement, les organisations se développent et se fortifient, l'exploité prend de plus en plus conscience de sa situation, la mobilisation du peuple et de ses organisations devient spectaculaire. La politique démagogique du gouvernement et ses offres de « dialogue », « d'ouverture démocratique » ou de « pacte social » ne trompent plus personne.

- Comment peut-on caractériser le gouvernement de Général Romeo Lucas Garcia ?

- Pour caractériser un gouvernement, il faut se baser sur la situation générale, et particulièrement sur celle des travailleurs et du peuple. Nous considérons le gouvernement de Lucas comme un gouvernement impopulaire, dictatorial et répressif, qui prétend plier, soumettre et paralyser le mouvement syndical et populaire afin de garantir le développement sans entraves du capitalisme et l'enrichissement d'une minorité.

C'est un gouvernement démagogique qui parle « d'ordre et de légalité » mais qui ne respecte même pas sa propre légalité ; les

événements ont bien démontré qu'il était capable d'outrepasser les limites de la légalité bourgeoise et de se convertir en gouvernement anticonstitutionnel.

Il parle de « dialogue », « d'ouverture démocratique », mais refuse d'entendre les réclamations populaires et frustré le citoyen de ses droits les plus élémentaires. On ne peut plus tellement parler de démocratie... Le tragique bilan de ses six premiers mois au pouvoir est à tout le moins éloquent : on ne peut presque plus compter le nombre d'assassinats, de blessés, de torturés, de séquestrés, de gens menacés, etc. Voilà les conséquences de « l'ordre et la légalité » pronés par le gouvernement, et qui ne bénéficient qu'aux secteurs dominants qu'il représente. A preuve, le Vice-Président de la République, Francisco Villagran Kramer était jusqu'à récemment - et est peut-être encore - le conseiller de la CACIF ; le Ministre de l'Éducation est un militaire, et le Vice-Ministre du Travail a déjà été conseiller d'une entreprise de transports.

- Quel est, selon vous, le principal obstacle au développement du mouvement de masses au Guatemala ?

- On ne peut parler d'un seul obstacle à l'heure actuelle, bien qu'il soit indubitable que la répression à la fois généralisée et sélective est un obstacle majeur, puisqu'on essaie de semer la terreur dans toute la population pour démobiliser les gens. On persécute et on menace tous les dirigeants des organisations syndicales, paysannes et étudiantes, des comités de citoyens de bidonvilles et de tous les secteurs démocratiques. La découverte quotidienne de six ou sept cadavres portant toutes les marques de la torture ne peut qu'ajouter à l'état de terreur et d'insécurité du peuple.

Au niveau administratif et légal, on fait tout pour empêcher la formation de nouveaux syndicats. Au niveau judiciaire, la plupart des jugements rendus sont arbitraires et favorables aux patrons. Même si nous sommes en train de surmonter nos tendances légalistes, il est normal que cela affecte tout de même beaucoup le mouvement.

D'un autre côté, il n'est pas rare de voir apparaître la force publique (Police Militaire, Peloton Modèle, Police Ambulante, Comando Six, etc.) dès que surgit un conflit, ou au simple appel d'un capitaliste, afin de muscler les travailleurs. Dans beaucoup d'entreprises, à l'heure actuelle, on engage des policiers militaires qui veillent à « l'ordre » dans les usines. Le Guatemala est un de ces pays où le gouvernement « prête » des policiers aux patrons, après les avoir engagés par le biais d'un ministère quelconque.

Le déplacement constant de la main d'œuvre pour les récoltes de café, de canne à sucre ou de coton - les travailleurs temporaires comme on les appelle - est un autre obstacle important. Ces travailleurs, dont les conditions de vie et de travail sont à peu de choses près celles des esclaves, n'ont à peu près pas accès à l'organisation. De plus, on engage des gardiens pour réprimer toute tentative dans beaucoup de plantations.

- Quelles sont d'après vous les tâches prioritaires dans la conjoncture actuelle ?

- Fondamentalement, je crois que le mouvement syndical et

populaire ne doit surtout pas reculer. Au contraire, il faut continuer les mobilisations, les grèves et les débrayages, les revendications, etc., mais aussi faire une analyse sérieuse de la situation actuelle pour ne pas commettre des erreurs qui profiteraient à ses ennemis. Il faut créer des structures qui lui permettront de suivre durant cette période de répression systématique. Pour cela, il faudra permettre une plus grande participation des bases et former des cadres à tous les niveaux pour fortifier l'organisation.

Il est nécessaire de maintenir l'unité entre les organisations syndicales et paysannes, d'unifier l'action de ces organisations avec celle de tous les secteurs populaires, de forger des objectifs communs et spécifiques. Les événements d'octobre ont donné tout un capital d'expérience au mouvement populaire et syndical. Cette expérience ne doit pas être négligée ; il faut la valoriser de façon à ne plus commettre les mêmes erreurs. Les attitudes opportunistes doivent être éliminées et les problèmes idéologiques - sans pour autant passer au second plan - ne doivent pas devenir des obstacles à l'unité.

D'un autre côté, il faut continuer de plus belle à dénoncer la situation, tant au niveau national qu'international, et intensifier les relations avec les organisations syndicales de toutes les tendances et avec les institutions progressistes, pour qu'elles participent sous une forme quelconque à la neutralisation des forces répressives du gouvernement actuel.

Il faut expliquer aux bases syndicales et aux masses les objectifs de la répression, afin de ne pas se laisser terroriser. L'intimidation et la peur paralysent souvent les activités. Nous devons surmonter cette crainte si nous voulons que survive l'organisation syndicale et populaire. En outre, il faut immédiatement former des cadres de remplacement à tous les niveaux, dans les syndicats, les fédérations, les confédérations, les fronts de travailleurs et surtout au sein de CNUS, de façon à pouvoir continuer les activités en toute circonstance. Cela est aussi nécessaire à l'intérieur des autres organisations populaires ; le gouvernement ne respecte rien ni personne.

Même si la dénonciation internationale n'impressionne guère les membres du gouvernement, il faut persévérer et créer tout un réseau d'information avec les autres pays d'Amérique Latine et du monde. Cela est nécessaire non seulement pour que les peuples du monde manifestent leur désapprobation vis-à-vis de l'attitude répressive du gouvernement, mais aussi pour qu'ils sachent que nous existons, que nous luttons et que tout comme dans beaucoup d'autres pays du continent, l'impérialisme essaie d'étrangler le mouvement populaire. Que comme les impérialistes ont des objectifs à l'échelle continentale, tous les travailleurs doivent affronter la situation de façon solidaire et unie, échangeant les expériences réciproques et faisant connaître leur peuples la situation des autres peuples.

- Vous parlez d'un plan répressif contrôlé par le gouvernement et les grandes entreprises et destiné à désamorcer le mouvement syndical et populaire. Quels sont les éléments nouveaux qui découlent de cette escalade répressive ?

- Les secteurs dominants ont effectivement commencé à appliquer un plan répressif, anti-syndical et anti-populaire, à travers la «*Coordination de Chambres*» (Agriculture, Commerce, Industrie et Finances, CACIF) et le gouvernement. Ce plan vise le démantèlement total des organisations populaires, et a cons-

tamment été dénoncé par le Comité National de l'Unité Syndicale (CNUS).

Nous croyons qu'il faut tenir compte des facteurs suivants dans notre analyse de la portée potentielle - ou de l'absence de portée - de ce plan :

1) La présence d'un mouvement syndical et populaire actif et combatif. Ce mouvement a déjà une expérience importante des luttes revendicatives ; on a pu le constater, par exemple, lors des mobilisations d'octobre. Le gouvernement, qui avait l'intention de majorer à 100% le coût des transports publics urbains, a été obligé de reculer devant les protestations et les démonstrations populaires.

Le développement qualitatif et quantitatif du mouvement de masse est une menace directe aux intérêts mesquins de la bourgeoisie et du gouvernement. Pour pouvoir perpétuer leur pratique économique et politique de vente de nos ressources naturelles, qui implique des concessions importantes et fort onéreuses pour le pays, mais aussi l'enrichissement d'une poignée de fonctionnaires, ils doivent donc mettre en place un appareil répressif capable de démanteler les organisations de défense des droits populaires. Cela ne peut évidemment pas passer inaperçu aux yeux des secteurs démocratiques et populaires.

2) La corruption est une des maladies chroniques des gouvernements qui se sont succédées au Guatemala, et elle se fait de plus en plus flagrante. On a donc toujours tenté d'endormir la conscience des ouvriers et des paysans. Mais actuellement, même si on ne peut pas affirmer qu'il y a un réveil rapide de la population, on assiste à un processus de prise de conscience significatif. On commence à reconnaître les véritables ennemis du peuple, et à les dénoncer. Il y a certain déveuil de la conscience de classe, de la conscience des exploités, qui se manifeste à travers la lutte collective pour l'obtention des droits fondamentaux, à travers des grèves pacifiques ou violentes, à travers un ensemble de luttes qui font parfois franchir à l'ouvrier et au paysan les limites de la légalité.

3) Dans certains secteurs, la présence des entreprises transnationales d'exploitation de pétrole ou du minerai (nickel, cuivre, tungstène, antimoine, etc.) est directement liée à la répression. La politique gouvernementale privilégie clairement la présence de ces compagnies - il est vrai que certains hauts fonctionnaires ont des intérêts personnels dans ces secteurs - et on a construit la grande route du nord et certaines centrales hydro-électriques à leur bénéfice quasi-exclusif ; ...«*et déclaré toute la zone réservée à l'industrie et au libre commerce*». On essaie de créer un climat de terreur dans toute la zone, et de massacre de Panzos, qui répondait aux intérêts de compagnies comme l'INCO et la Shenandoa, est loin d'être un incident isolé.

4) Il ne faut pas oublier non plus un élément tout aussi important, la lutte des autres peuples d'Amérique Centrale. Le cas du Nicaragua en particulier ; Somoza a un ascendant politique et économique sur toute l'Amérique Centrale, et est maintenu au pouvoir non seulement par l'impérialisme américain mais aussi par nos gouvernements et nos groupes d'extrême-droite, qui ont envoyé de nombreux mercenaires, et enfin par le Conseil de Défense d'Amérique Centrale (CONDECA) qui est basé ici au Guatemala.

Le processus de libération de chaque peuple d'Amérique Centrale est aussi celui de l'Amérique Centrale dans son entier. La chute prévisible de Somoza représente une ouverture démocratique certaine pour le peuple du Nicaragua. Chacun d'entre nous retire quelque chose de la lutte des autres, que ce soit au Guatemala, au Nicaragua ou au Salvador ; nous pouvons étudier et améliorer les formes de lutte utilisées et essayer de les mettre en pratique. Les événements d'octobre sont un exemple de ce que notre peuple a retiré de l'expérience nicaraguayenne. Les gouvernements du Guatemala, du Honduras et du Salvador redoutent beaucoup ce qui arriverait si Somoza venait à tomber. Par exemple, notre gouvernement a augmenté les effectifs de la garde du Palais National quand les sandinistes ont pris d'assaut le Palais National du Nicaragua. Mais cette crainte est plus évidente encore quand on considère l'escalade de la répression au Guatemala et au Salvador. Et malgré le fait qu'une répression parmi les plus sauvages au monde ait été dirigée contre les organisations populaires au cours de dernières décennies, on n'a pas pu écraser ces organisations qui continuent de plus belle à se manifester.

5) L'attitude adoptée par les organisations populaires en général et par le CNUS en particulier est une autre des causes de cette répression à visage découvert. Avant les dernières élections par exemple, on avait tenté d'amener le CNUS à négocier avec les partis membres du «*Front Large*» ; bien entendu, le CNUS rejeta la proposition, refusant toute affiliation partisane alors qu'aucun parti ne représente les intérêts et les aspirations de la classe ouvrière. Plus tard, le gouvernement de Lucas

Garcia, par l'intermédiaire du Vice-Président, demanda au CNUS de participer au Conseil d'Etat. Nouveau refus et déclarations publiques à l'effet que le CNUS ne s'associerait pas aux manœuvres de la classe dominante ni à un gouvernement dont les apparences démocratiques ne servaient qu'à tromper et à désorienter les travailleurs.

La stratégie du gouvernement était claire : contrôler les mouvements syndical afin d'annihiler toute opposition. A l'heure actuelle, il ne lui reste que la répression puisque ses manœuvres divisionnistes ont échoué. Toute revendication est désormais considérée comme un complot subversif. On interdit jusqu'à la distributions de tracts dénonçant l'assassinat de tel ou tel camarade, on emprisonne les militants de base et on détruit des organisations comme l'Association des Télégraphistes et Radiotélégraphistes ou l'Association des Postiers, et le Général Lucas Garcia déclare que «*les organisations sans accréditation ne méritent aucun respect*». Nul besoin de le dire, puisqu'il n'accorde aucun respect aux citoyens, hommes, femmes et enfants.

6) Un dernier élément : nous sommes convaincus que le gouvernement en place n'a aucune base populaire. Le processus électoral qui l'a porté au pouvoir était pour le moins louche. Ce ne serait sûrement pas la première fois qu'on piperait les dés électoraux au Guatemala. Il s'agit là d'un fait indéniable : il suffit de consulter les journaux d'avant et après les élections. Le peuple sait très bien que le gouvernement actuel est le fruit d'une fraude honteuse. Le taux d'absentéisme aux dernières élections était causé par une méfiance généralisée envers le processus électoral, ainsi que par l'impopularité des trois candi-

dates, tous militaires. Nous ne connaissons jamais les véritables résultats de l'élection, mais il est du moins certain que près de 64,6% des citoyens ayant droit de vote ne se sont pas rendus aux urnes, et que 35,4% de ceux qui ont voté ont annulé leur vote.

Partant, il est clair que le pourcentage des votes valides pour les trois candidats était très bas, et que le candidat élu, le Général Lucas Garcia, n'a pas obtenu 10% des suffrages alors que l'électorat potentiel est d'environ trois millions de voix. Cette réalité se traduit par l'imposition d'un gouvernement répressif, anti-démocratique et vendu contre la volonté populaire et par une violente oppression du peuple qui ne croit plus aux fausses promesses. Réalité d'ailleurs commune à la plupart des pays d'Amérique Latine.

* * * * *

GUATEMALA : Un dirigeant social-démocrate est assassiné

Une Nouvelle organisation de droite, FADA, a revendiqué l'assassinat du dirigeant du Parti Révolutionnaire Authentique (PRA), Alberto Fuentes Mohr, abattu le 25 janvier dernier. Fuentes Mohr a été ministre des Relations Extérieures du gouvernement de Mendez Montenegro en 1969-1970). C'est sous ce gouvernement formé par le Parti Révolutionnaire (PR) que la politique de «*contre-insurrection*», avait été mise en application, et que la répression avait connu en Amérique Latine, des proportions inédites. Mohr, était l'actuel dirigeant d'une fraction dissidente du PR, le Parti Révolutionnaire Authentique, qui n'avait pas réussi à se faire inscrire sur la liste des partis aux dernières élections, et qui soutint alors le candidat militaire, de la Démocratie Chrétienne.

Mohr et ses partisans avaient déclaré, il y a six mois, qu'ils voulaient créer le Parti Socialiste Démocratique de Guatemala. On mentionne, parmi les causes probables de la mort d'Alberto Fuentes Mohr : sa position en faveur de la légalisation du Parti Guatémaltèque du Travail (PGT - communiste), ses multiples condamnations au Congrès des offensives visant les paysans ainsi que les dirigeants ouvriers et étudiants, et son intention de vouloir inscrire le PSD sur le registre des partis. Menacé de mort, s'il sollicitait l'inscription du PSD, vingt-quatre heures, avant la présentation officielle de sa demande d'inscription, Mohr avait été assassiné.

* * * * *

SUR LA SITUATION AU PEROU

Dans ces trois premiers numéros CIAL-ALAI a publié une série d'interviews aux dirigeants politiques des différentes formations de la gauche péruvienne. Ainsi nous avons recueilli les déclarations de Hector Béjar et de Ricardo Gadea ; du FOCEP, entre autres, du Front de la gauche révolutionnaire (FIR), du Parti socialiste des travailleurs (PST), du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR) ; et de Unité démocratique et populaire UDP, composée du Front de la gauche révolutionnaire (IV internationale), de l'Organisation prolétarienne révolutionnaire (OPR), du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR 4ème. étape) et de Avant-garde révolutionnaire (VR).

ACCORDS ET DESACCORDS AU CONE SUD

L'acceptation du pape Jean Paul II d'intercéder dans le conflit limitrophe Argentino-Chilien, l'accord souscrit par les deux pays à Montevideo et l'expulsion de l'ambassadeur chilien au Pérou, Francisco Bulnes Sanchez, accusé d'espionnage, réglèrent les continuel (va et vient) changements de la critique relation entre les nations du cône sud latino-américain.

La décision du pape est, en partie, la continuation de la mission du Cardinal Antonio Samore, qui après presque deux semaines d'actives démarches, obtint la signature d'un compromis entre les deux pays. Dans le dit document, signé à Montevideo par le chancelier Argentin Carlos W. Pastor et par Hernan Cubillos ministre des relations extérieures du Chili, s'accorda «lui solliciter (au pape) qu'il agisse comme médiateur avec le but de les guider dans les négociations et les assister dans la recherche d'une solution du différent». Dans le compromis s'établi également que les deux gouvernements pourraient en connaissance de la Cité du Vatican «tant les termes de la controverse comme les antécédents et critères qu'ils estiment pertinents», tenant comme point de départ l'acte de Puerto Montt. Les gouvernements du Chili et d'Argentine arrivèrent à un accord, de plus, pour «ne pas mettre objection à ce que la Cité du Vatican, au cours de ces démarches, manifeste des idées que lui suggèrent ses études approfondies sur tous les aspects du dit problème». Parallèlement, les deux gouvernements militaires décidèrent que tout le potentiel de guerre qui fut envoyé pour renforcer les frontières devant l'éminence d'un affrontement au long de près de 3.000 kilomètres de frontière, retournent à leurs positions du «début de 1977».

Ce dernier accord et l'acceptation du Vatican d'intercéder dans le conflit, permirent diminuer le climat de tension existant entre les deux pays depuis déjà quelques mois.

LA DELIMITATION MARITIME

La dispute autour de la souveraineté sur les îles Nuevas, Picton et Lennox va plus loin d'une simple question de limites. En termes d'espaces géo-économiques, le Chili défend à la préention Argentine une extension maritime de 30 mille miles carrés «qui entraînent toutes les îles situées au sud du Beagle, et une précieuse plate-forme continentale, la seule relativement étendue que possède Chili et qui se trouve placée précisément, entourant les îles de Cabo de Horno». En second lieu, les récla-

mations formulées sur les territoires Antarctide. Le refus Argentin de reconnaître l'Arbitrage et l'article 3 du traité de 1881, où il est dit «et appartiendront au Chili toutes les îles du sud du Canal de Beagle jusqu'au Cabo de Hornos et celles qui soient à l'occident de Terre de Feu», s'explique dans la mesure, où accepter la souveraineté Chilienne, sur cette dite région, suppose admettre la perte d'une partie importante de la mer territoriale Argentine, avec les richesses immenses qu'elle possède. Sur ce dernier point, on doit rappeler que justement au sud de Terre de Feu il existe une grande étendue, environ 300 kilomètres, d'une profondeur inférieure à 200 mètres, dans laquelle l'on peut penser qu'il y aurait des gisements de gaz et de pétrole, en s'appuyant sur les découvertes faites plus au nord dans Terre de Feu, et plus au sud en Antarctide.

Le second élément, est le fait que le traité de 1959 (rectifié en 1961) sur l'Antarctide, qui sera revu en 1991, met en position opposée les réclamations de l'Argentine, du Chili et de la Grande Bretagne. L'Argentine réclame le territoire compris entre le méridien 25 et 74, l'Angleterre entre les méridiens 20 et 80, et le Chili entre le 53 et le 90. «Il est facile de penser pour autant, qu'une modification du traité de 1881 comme celle que prétend l'Argentine quand elle dit que le méridien du Cabo de Hornos divise les terres et mers qui appartiennent au Chili et à l'Argentine, pourrait être utilisée aussi à l'encontre de notre pays par rapport à l'Antarctide».

Devant cette situation, écartée provisoirement une possibilité de guerre (les Etats Unis et le Brésil avaient réitéré leur thèse de ne pas reconnaître les terres conquises par la force), les gouvernements d'Argentine et du Chili semblent ne pas avoir d'autre option que «geler» le différent par la voie de nouvelle négociations, avec la discussion sur d'éventuels accords de coopération économique dans la région Australe. La possibilité, d'une entente sur le terrain économique s'appuie l'intérêt manifesté par plusieurs entreprises multinationales et organismes de crédit disposés à investir dans l'exploitation du gaz et du pétrole, qui se trouve sur le territoire Chilien et Argentin vers les mers du sud. Néanmoins, cette solution requiert que l'Argentine accepte que le principe établi dans le traité de 1881, est l'arbitrage, et dans le même temps, qu'elle négocie avec le Chili sur l'application des sus-dits accords. C'est-à-dire qu'elle obtienne du Chili le renoncement d'étendre ses 200 miles de mer territoriale vers l'ouest à partir de la dernière des îles sur laquelle il réigne selon le jugement.

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans-but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France : Institutions 165 FF., Individus 105 FF, Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger : Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.